



Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 9–13 novembre 2015

QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Point 4 de l'ordre du
jour

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2015/4-C/Rev.1
20 octobre 2015
ORIGINAL: ANGLAIS

POINT SUR LA COLLABORATION ENTRE LES INSTITUTIONS AYANT LEUR SIÈGE À ROME

Le point de vue du PAM

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM
(<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter la coordonnatrice mentionnée ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Mme M. Tamamura
Directrice
Division des relations avec les organismes ayant
leur siège à Rome et le CSA
Tél.: 066513-2175

RÉSUMÉ

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole et le PAM ont poursuivi leur collaboration en 2014 et en 2015. Les responsables de haut niveau se sont réunis périodiquement et ont défini leurs domaines d'action prioritaires communs pour l'année 2015, à savoir: le programme de développement pour l'après-2015, l'appui au Comité de la sécurité alimentaire mondiale, la résilience, la nutrition, et les pertes après récolte et le gaspillage de nourriture. Les efforts ainsi déployés ont permis d'obtenir les résultats suivants:

- accroissement de la collaboration au niveau des pays, à raison de 21 projets mis en œuvre dans 18 pays en 2014 (contre 16 projets dans 13 pays en 2013);
- renforcement de la coordination stratégique dans le cadre des grandes initiatives mondiales, notamment le programme de développement pour l'après-2015 et la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue à Addis-Abeba;
- élaboration d'un cadre conceptuel commun visant à renforcer la résilience pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition;
- intensification du dialogue et renforcement de la coordination dans divers domaines: résilience, nutrition, problématique hommes-femmes, inclusion financière, productivité des petits exploitants agricoles et coopération Sud-Sud;
- renforcement de la collaboration sur les plans administratif et autres pour une action plus efficace en matière de bien-être du personnel, d'évaluation et de contrôle; et
- intensification de l'action commune de sensibilisation dans le cadre de manifestations de grande envergure telles que l'Expo Milano et les principales initiatives mondiales.

Pour l'avenir, il est prévu de continuer à soutenir les grandes initiatives mondiales en vue d'accomplir l'objectif Faim zéro; de renforcer la collaboration aux niveaux national et régional; de mettre en application le cadre d'action commun pour la résilience; d'intensifier le dialogue sur les domaines thématiques ayant une importance stratégique; et de recenser les moyens permettant d'assurer une action plus efficace et efficiente.

PROJET DE DÉCISION*

Le Conseil prend note du document intitulé "Point sur la collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome" (WFP/EB.2/2015/4-C/Rev.1) et invite à continuer de donner suite aux dispositions prévues aux paragraphes 55 à 62 concernant les prochaines étapes, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours de ses débats.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

PRÉSENTATION

1. Le présent document fait le point sur la collaboration entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le PAM. Il rend compte des résultats des initiatives communes mises en œuvre depuis le dernier bilan, indique les pratiques optimales et les enseignements tirés de l'expérience, et présente les activités envisagées pour l'avenir.
2. Les principes sur lesquels repose la collaboration entre les organismes dont le siège est à Rome sont énoncés dans le document de 2009 intitulé "Grands axes de la collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome", auquel fait également référence le document de 2014 consacré à la stratégie institutionnelle du PAM en matière de partenariat.
3. Les informations d'ordre qualitatif qui figurent dans le présent document sont extraites de la base de connaissances interactive sur la collaboration entre les institutions sises à Rome. Créée en 2014, cette plateforme d'information couvre les activités menées aux sièges ainsi qu'aux niveaux régional et national.

POLITIQUES, PROGRAMMES ET OPÉRATIONS

Partenariats pour la promotion de pratiques optimales au niveau des pays et des régions

⇒ *Zambie*

4. La relation entre les organismes sis à Rome s'est consolidée au fil des ans, nourrie par l'esprit de partenariat qui anime les trois équipes de pays. Au nombre des résultats obtenus, on peut indiquer: i) la conclusion d'un mémorandum d'accord définissant les thèmes prioritaires en matière de collaboration (2009); ii) l'établissement d'une cartographie détaillée des activités mises en œuvre et des zones d'intervention (2013); et iii) la création d'un groupe de travail technique commun (2014). Les trois institutions apportent conjointement leur appui à un certain nombre d'activités menées dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès (P4P), de programmes relatifs à l'alimentation scolaire et à la nutrition et du projet FAO de développement de l'agriculture de conservation, faisant preuve d'une grande souplesse d'adaptation afin d'assurer la complémentarité des interventions. Les liens ainsi établis ont permis d'élargir les débouchés commerciaux offerts aux petits exploitants agricoles et de renforcer leur capacité à assurer le contrôle qualitatif et quantitatif des produits et leur manipulation après la récolte.
5. Les institutions sises à Rome s'orientent vers une programmation conjointe pluriannuelle plus ambitieuse, tirant parti des partenariats existants et propre à renforcer leur collaboration en Zambie. Plus particulièrement, dans le cadre de l'équipe de pays des Nations Unies, elles guideront l'élaboration du cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement durable 2016–2021.

⇒ *Kenya*

6. Les organismes ayant leur siège à Rome ont lancé en 2015 un programme novateur de grande envergure axé sur la résilience. Le Programme d'appui à des moyens d'existence agricoles résilients face au changement climatique met en partenariat le Gouvernement kényan, l'Union européenne et les trois institutions sises à Rome, l'objectif étant d'aider les

ménages vulnérables à sortir de l'insécurité alimentaire en misant sur le renforcement de la résilience et la transformation des moyens d'existence.

7. Parmi les 100 000 ménages d'agriculteurs qui recevront une aide de la FAO et du FIDA dans le cadre du projet, 65 000 seront des bénéficiaires du PAM. À la faveur d'activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs faisant appel à des transferts monétaires, le PAM ciblera les paysans les plus démunis et avec l'appui de la FAO et du FIDA, il les aidera à atteindre le niveau de subsistance et d'excédents de production qui permettra aux deux autres institutions d'améliorer encore la résilience dans le cadre de leurs interventions. Chaque organisme participe au programme en fonction de son avantage comparatif, ce qui permet d'assurer une forte complémentarité.
8. Le projet a été approuvé par les organes directeurs du FIDA et du PAM en 2015.

Analyse de la collaboration au niveau des pays

9. En 2014, les trois institutions sises à Rome ont collaboré à la mise en œuvre de 21 projets dans 18 pays, contre 16 projets dans 13 pays en 2013. Les principaux domaines de collaboration au niveau des pays ont été les suivants: projets agricoles, évaluations conjointes de la sécurité alimentaire et groupes thématiques, développement des capacités, initiatives de renforcement de la résilience, préparation aux situations d'urgence et opérations de secours.
10. La FAO et le PAM ont collaboré à la mise en œuvre de 106 projets dans 63 pays, et le FIDA et le PAM à celle de 24 projets dans 18 pays. En 2013, cette collaboration avait concerné 108 projets dans 58 pays et 18 projets dans 14 pays, respectivement.
11. La FAO et le FIDA ont œuvré en collaboration dans le cadre de 13 projets: un de portée nationale, deux de portée régionale et dix de portée mondiale. En 2013, ils avaient collaboré à la mise en œuvre de 25 projets: trois de portée nationale, neuf de portée régionale et 13 de portée mondiale ou interrégionale.

Renforcer la coordination au niveau régional

12. La FAO et le PAM renforcent leur coordination en Amérique centrale au moyen de quatre groupes de travail thématiques consacrés à l'alimentation scolaire, aux achats au service du progrès, à l'information sur la sécurité alimentaire et à la gestion des risques de catastrophe, établis par les bureaux régionaux de ces deux organismes pour la région Amérique latine et Caraïbes. Le personnel régional de la FAO et du PAM se réunit régulièrement au Panama pour mettre en commun les informations et étudier les moyens de soutenir les équipes de pays dans l'élaboration de propositions de projets et leur mise en œuvre.
13. Cette coopération accrue s'est avérée utile en 2014 lors de la sécheresse qui a sévi en Amérique centrale. À cette occasion, la FAO et le PAM ont publié leur première déclaration commune dans la région. Suite à cette déclaration, le coordonnateur sous-régional de la FAO et le directeur régional du PAM ont adressé un message conjoint aux directeurs de leurs bureaux respectifs dans les pays frappés par la sécheresse, dans lequel étaient indiquées les mesures et initiatives communes qui pouvaient être envisagées pour remédier aux effets de ce phénomène. L'efficacité de ces initiatives en Amérique centrale a été renforcée par une meilleure coordination stratégique et politique de l'action menée par la FAO et le PAM dans la région de l'Amérique latine.

Appuyer la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable

⇒ *Processus relatif à l'après-2015 et financement du développement*

14. Dans le cadre du processus relatif à l'après-2015, les organismes ayant leur siège à Rome ont poursuivi leur collaboration au sein de l'Équipe d'appui technique des Nations Unies afin de fournir un appui technique et politique aux États membres. Ces derniers ont reconnu le rôle essentiel que joue le partenariat noué entre les trois institutions pour la définition du deuxième objectif de développement durable (ODD 2), "Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable", et des cibles et indicateurs s'y rapportant. Les institutions sises à Rome ont recensé les indicateurs prioritaires pour l'ODD 2 et présenté une proposition commune définissant 14 indicateurs correspondant à huit cibles.
15. Conformément à leurs mandats respectifs, les trois organismes ont fait valoir ensemble qu'il importait d'assurer le financement nécessaire à l'action en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition avant la tenue de la troisième Conférence sur le financement du développement à Addis-Abeba, en juillet 2015. Sous la direction du FIDA, ils ont élaboré un document de réflexion commun dans lequel ils insistent sur le fait que, lors de la définition d'un cadre de financement du programme pour l'après-2015, la communauté internationale doit accorder un degré de priorité élevé au financement de la lutte contre la faim et la malnutrition et à la promotion d'une agriculture durable et d'un développement rural sans exclusive.
16. En avril 2015, en marge de la deuxième séance de rédaction du document final sur le financement du développement, une manifestation organisée conjointement par les trois institutions a permis d'appeler l'attention sur la contribution qu'un cadre de financement s'inspirant du document de réflexion commun pouvait apporter à la concrétisation de l'ODD 2. Une autre manifestation conjointe, portant sur le thème "Objectif Faim zéro: le rôle décisif de l'investissement dans la protection sociale et l'agriculture", a été organisée en marge de la Conférence à Addis-Abeba, sur la base du rapport éponyme établi par les trois institutions.

⇒ *Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*

17. En vue de la vingtième Conférence des Parties (COP 20) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les organismes ayant leur siège à Rome ont pris les engagements communs suivants: i) présenter des propositions communes à la CCNUCC; ii) organiser conjointement des manifestations en marge de la réunion intersessions de la Convention-cadre en juin 2014 et de la COP 20 en décembre 2014; et iii) prendre part aux activités du Groupe de travail sur les changements climatiques du Comité de haut niveau des Nations Unies chargé des programmes, en y contribuant par des publications communes, l'organisation de manifestations parallèles et l'hébergement du stand des Nations Unies sur la sécurité alimentaire, le changement climatique et la résilience.
18. Lors de la réunion intersessions de la CCNUCC, tenue en juin 2015, les trois institutions ont organisé des présentations tenues par des spécialistes de questions techniques et portant sur la gestion des risques liés au changement climatique, les moyens d'assurer la sécurité alimentaire que peuvent offrir les plans d'adaptation nationaux et les avantages d'une agriculture intelligente face à l'évolution du climat pour les petits exploitants.

⇒ *Comité de la sécurité alimentaire mondiale*

19. En 2014, les organismes dont le siège est à Rome ont continué d'apporter leur soutien, sous forme de ressources financières et humaines, au secrétariat du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et ont joué un rôle central dans la planification de la quarante et unième session du Comité et le bon déroulement de cette réunion. Ils ont fourni un appui technique au CSA aux fins de l'élaboration de ses principes, recommandations de politique générale et directives d'application volontaire, aidant plus particulièrement le Comité à définir les principes d'un investissement responsable dans l'agriculture et à formuler des recommandations de politique générale sur les pertes et gaspillages de nourriture. Ces deux documents ont été adoptés par le CSA à sa quarante et unième session plénière, tenue en octobre 2014.
20. En 2014-2015, les institutions sises à Rome ont joué un rôle clé dans la mise au point finale du cadre d'action du CSA visant à favoriser la sécurité alimentaire et la nutrition dans des situations de crise prolongées. Les négociations ont abouti, le 22 mai 2015, à l'établissement d'un document de consensus qui sera adopté par le Comité à sa quarante-deuxième session plénière, en octobre 2015.
21. Les trois organismes ont aidé le secrétariat du CSA à organiser plusieurs manifestations de sensibilisation au cours du premier semestre de 2015, à savoir notamment: une manifestation de lancement sur les principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture (Rome, mars); un séminaire de sensibilisation à l'intention du personnel des bureaux régionaux et des bureaux de pays des trois institutions (Rome, mars); un atelier multipartite régional (Amman, avril); et un forum de haut niveau sur l'établissement de liens entre les petits exploitants agricoles et les marchés (Rome, juin).

Améliorer l'accès, en tout temps, à une alimentation adéquate

⇒ *Modules d'action groupée en matière de sécurité alimentaire et groupes sectoriels*

22. La FAO et le PAM assurent conjointement la direction du module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire, actuellement à l'œuvre dans le cadre des interventions d'urgence de niveau 3 menées en Iraq, en République centrafricaine et au Soudan du Sud. Ils contribuent également à la coordination de l'intervention régionale syrienne et des opérations faisant suite au cyclone qui a dévasté Vanuatu et au séisme qui a frappé le Népal. Par exemple, en 2015 en Iraq, le module mondial a coordonné la mise en place d'un groupe de travail dirigé conjointement par la FAO et le PAM et chargé de la planification des évaluations conjointes de la situation en matière de sécurité alimentaire. Une évaluation rapide de la sécurité alimentaire a été menée à bien dans le gouvernorat de Al-Anbar et quatre autres évaluations intéressant le Kurdistan et les gouvernorats de Bagdad, Kirkouk et Diyala sont en voie d'achèvement.
23. La FAO et le PAM, en coordination avec les interlocuteurs gouvernementaux et d'autres parties prenantes, ont assuré la direction conjointe des groupes sectoriels nationaux pour la sécurité alimentaire au Myanmar, dans l'État de Palestine, au Sénégal et ailleurs, aidant le gouvernement des pays hôtes à mettre au point les politiques, les programmes et les réformes nécessaires pour lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire au niveau national. Au Sénégal, ils ont dirigé conjointement le groupe de travail sectoriel pour la sécurité alimentaire. Ils jouent un rôle de premier plan au sein du Comité national d'alerte rapide mis en place par le Gouvernement et participent à tous les débats, consultations et échanges nationaux sur le changement climatique, l'atténuation des effets des catastrophes, la résilience et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

24. Le module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire a poursuivi l'élaboration du projet intitulé "*Adapting to an Urban World*" (adaptation des interventions humanitaires en milieu urbain), qui vise à améliorer les analyses menées à l'appui des interventions humanitaires lancées en cas de crise touchant la sécurité alimentaire dans les villes. Plusieurs études de cas ont ainsi été réalisées en collaboration avec les partenaires du module mondial, en Jordanie, au Liban et au Zimbabwe; il s'agissait de mettre au point des outils d'évaluation, du matériel pédagogique et des lignes directrices se rapportant aux environnements urbains, et de réaliser une étude documentaire sur les outils d'évaluation.

Encadré 1: Enseignements tirés de l'évaluation du module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire

En 2014, les bureaux de l'évaluation de la FAO et du PAM ont présenté à leurs organes directeurs respectifs les constatations issues de leur évaluation conjointe du module mondial de la sécurité alimentaire. Cette évaluation a conclu que la coordination entre les organisations humanitaires est manifestement profitable pour ce qui est d'étendre la couverture des questions relatives à la sécurité alimentaire, de réduire les chevauchements d'activités, d'établir des normes, de constituer des réseaux et de créer un climat de confiance. Les systèmes de collecte, d'échange et de notification des informations sont efficaces, alors que les systèmes de suivi doivent être améliorés. Un résultat important est que les procédures d'appel global et les plans d'intervention sont maintenant plus stratégiques, complets et représentatifs. La coordination exige cependant un investissement conséquent en termes de ressources et de temps; or, l'évaluation a constaté que les capacités et l'appui mis à disposition aux niveaux national et mondial sont insuffisants. La FAO et le PAM déploient actuellement un système d'information visant à améliorer la planification stratégique des interventions en fonction des besoins, et ils mettent au point de nouvelles stratégies pour mobiliser l'appui des donateurs en faveur des modules d'action groupée nationaux et mondiaux.

⇒ *Évaluations de la sécurité alimentaire, systèmes d'information et analyses*

25. La FAO et le PAM ont poursuivi leur collaboration aux fins de l'évaluation de la situation en matière de sécurité alimentaire dans divers pays, tout en renforçant les capacités institutionnelles des gouvernements hôtes. En 2014, les deux organismes ont effectué des missions conjointes d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire pour venir en aide au gouvernement des pays ci-après: Burundi, Côte d'Ivoire, Djibouti, Madagascar, Pakistan, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Soudan et Soudan du Sud. Au Burundi, ces missions conjointes sont effectuées deux fois par an et visent à aider le Ministère de l'agriculture et de l'élevage à assurer le suivi et l'analyse de la sécurité alimentaire.

⇒ *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde*

26. En 2014, la FAO, le FIDA et le PAM ont continué de collaborer à l'établissement du rapport sur *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde*. L'édition 2015 analyse les progrès accomplis depuis 1990 dans la concrétisation du premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD) concernant la faim; il recense les principaux facteurs de réussite dans la lutte contre la faim et cerne les problèmes qui subsistent. Les constats de cette évaluation permettront d'éclairer la transition vers le programme de développement durable pour l'après-2015.

Améliorer la nutrition

⇒ *Deuxième Conférence internationale sur la nutrition*

27. La deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), qui s'est tenue à Rome du 19 au 21 novembre 2014, visait à accélérer les progrès réalisés dans la lutte contre la faim et la malnutrition. Le secrétariat de la Conférence, co-présidé par la FAO et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et appuyé par le FIDA et le PAM dans le cadre du Comité directeur de la CIN2, a élaboré les deux documents finals de la Conférence, la Déclaration de Rome sur la nutrition et le Cadre d'action, qui ensemble constituent un cadre de politique générale flexible pour s'attaquer aux grands défis nutritionnels et recenser les priorités de la coopération internationale dans ce domaine.

⇒ *SUN et REACH*

28. En 2014, le réseau du système des Nations Unies pour le mouvement Renforcer la nutrition (SUN) a mis en place un mécanisme de coordination et défini des stratégies d'action. En 2015, il élabore son mandat et s'emploie à assurer la présence d'un réseau des Nations Unies dans chacun des pays concernés par le mouvement SUN afin d'appuyer les capacités et les compétences spécialisées nationales en matière de nutrition. Actuellement, en vue d'harmoniser l'appui fourni au niveau des pays, le réseau SUN transfère l'initiative Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH) sous l'égide de son propre secrétariat. Le projet de programme mondial des Nations Unies pour la nutrition, récemment approuvé, vise à compléter ces initiatives: il offre un cadre d'action élargi aux organismes des Nations Unies à l'œuvre dans le domaine de la nutrition, proposant notamment des orientations stratégiques à long terme et des priorités d'action à court terme. Le secrétariat est hébergé par le PAM, à Rome.

⇒ *Développement des capacités pour une meilleure nutrition*

29. Pendant la période 2014-2015, les organismes ayant leur siège à Rome ont œuvré de concert en vue de doter les praticiens des moyens de faire en sorte que les investissements consentis en faveur de l'agriculture tiennent compte de considérations d'ordre nutritionnel. Ils ont notamment mené des activités de formation visant à favoriser la prise en compte de la nutrition au stade de la conception des projets en faveur de l'agriculture et du développement rural. Actuellement, les trois institutions s'emploient à mettre au point des modules d'apprentissage en ligne afin que les questions d'ordre nutritionnel soient davantage prises en considération dans les politiques et les programmes relatifs à l'agriculture et aux systèmes alimentaires.

Investir dans l'agriculture familiale

⇒ *Groupe de travail des trois institutions sur l'initiative Achats au service du progrès*

30. La FAO, le FIDA et le PAM poursuivent leur concertation au niveau des pays sur la mise en œuvre de la phase post-expérimentale de l'initiative Achats au service du progrès. Les 4 et 5 décembre 2014, au Rwanda, le PAM a tenu à cet égard une consultation interne visant à jeter les bases d'une stratégie de projet pour ce pays. La participation des homologues du PAM à la FAO et au FIDA a offert l'occasion d'étudier les domaines d'intervention communs et de définir un plan d'action pour assurer une meilleure complémentarité et créer des synergies. Il a été reconnu que la mise en commun des données d'expérience acquises dans le cadre des activités menées par chacun des organismes concernés jouait un rôle essentiel dans le renforcement des capacités des bénéficiaires.

⇒ *Initiative Acheter aux Africains pour l'Afrique*

31. Du 4 au 8 mai 2015, le Malawi a accueilli un atelier organisé pour lui permettre de partager avec le Mozambique les connaissances acquises dans le cadre de l'initiative Acheter aux Africains pour l'Afrique (PAA Afrique). Cette rencontre, à laquelle participaient des représentants des pouvoirs publics des deux pays, était appuyée par la FAO et le PAM ainsi que les gouvernements brésilien et britannique. L'initiative PAA Afrique vise à renforcer les effets positifs des initiatives de coopération Sud-Sud et à tirer des enseignements utiles de l'expérience acquise dans le cadre des programmes PAA. Cet échange de connaissances a permis de mettre en lumière l'engagement des pays en faveur de la coopération Sud-Sud et d'étayer les efforts faits dans la région par l'Union africaine et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique afin d'encourager les institutions publiques et les acteurs non étatiques à agir et à tirer des enseignements de leur expérience, l'objectif étant de parvenir à éliminer la faim en Afrique à l'horizon 2025.

Encadré 2: Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire

En novembre 2014, le Comité directeur du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire a octroyé une subvention de 30 millions de dollars É.-U. pour financer la mise en œuvre, en République démocratique populaire lao, d'un programme supervisé par le FIDA et le PAM. Le premier projet de programme d'appui stratégique en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition du Programme mondial s'articule autour de deux axes: i) favoriser une agriculture et un développement rural à la fois participatifs, orientés sur la nutrition et axés sur le marché; et ii) améliorer la nutrition en favorisant des moyens d'existence durables fondés sur les ressources naturelles. Le FIDA supervisera les composantes du programme concernant les investissements, tandis que le PAM s'occupera des aspects relatifs à l'assistance technique.

Renforcer la résilience

⇒ *Cadre conceptuel des trois institutions concernant la résilience*

32. La FAO, le FIDA et le PAM ont mis au point une approche commune pour renforcer la résilience des ménages vulnérables, des communautés et des systèmes et parvenir à instaurer la sécurité alimentaire et à améliorer la nutrition. Le "cadre d'action pour le renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition" sera présenté aux membres lors d'une manifestation spéciale organisée par ces trois institutions dans le cadre de la quarante-deuxième session du CSA. La politique du PAM en la matière s'inspire de ce cadre.

⇒ *Programmation des activités relatives à la résilience au niveau des pays*

33. Au niveau des pays, les institutions sises à Rome ont élaboré et mis en œuvre des approches communes afin de renforcer la résilience des populations au service desquelles elles œuvrent. Ainsi, à Djibouti, le PAM renforce son programme d'activités axées sur la résilience dans les zones rurales couvertes par la FAO et le FIDA. La collaboration établie avec la FAO concerne principalement les activités agropastorales et les jardins communautaires, initiatives auxquelles la FAO contribue par la fourniture de compétences techniques, de semences, d'outils, de kits d'irrigation et autres intrants essentiels. Le PAM et le FIDA collaborent avec le Ministère de l'agriculture de Djibouti pour assurer la gestion des ressources en eau. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les trois institutions ont élaboré un programme d'activités commun pour renforcer la résilience des moyens

d'existence face aux menaces agroclimatiques dans le "couloir de la sécheresse" d'Amérique centrale.

Protection sociale

34. En octobre 2014, la FAO et le PAM ont défini une feuille de route commune pour l'étude, la conception et la mise en œuvre de stratégies et de programmes conjoints visant à aider les gouvernements et d'autres parties prenantes à renforcer les systèmes nationaux de protection sociale et de filets de sécurité au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'agriculture et du développement rural.

Pertes et gaspillages de nourriture

35. La FAO, le FIDA et le PAM mettent en œuvre ensemble un nouveau projet concernant les pertes de produits alimentaires, financé par la Direction suisse du développement et de la coopération. Ce projet vise à établir un centre de référence mondial novateur sur les pertes de produits alimentaires et à éclairer l'élaboration des politiques nationales et régionales en menant des activités sur le terrain au Burkina Faso, en Ouganda et en République démocratique du Congo. Une communauté mondiale de spécialistes des pertes et gaspillages de nourriture a été lancée au cours d'une manifestation organisée en marge de la quarante et unième session du CSA, en vue de faciliter l'échange d'informations entre les parties prenantes.

Problématique hommes-femmes

36. En 2014, les organismes ayant leur siège à Rome ont continué à renforcer leur collaboration sur les questions relatives à la problématique hommes-femmes. En coordination avec ONU-Femmes, ils ont parrainé une recommandation générale concernant l'article 14 de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, visant à assurer la mise en relief des droits des femmes rurales dans cet article en particulier et dans l'ensemble de la Convention. Cette recommandation a été examinée par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en juillet 2015.
37. En juillet et en novembre 2014, une contribution de la Norvège d'un montant de 1,5 million de dollars et une contribution pluriannuelle de 5 millions de dollars allouée par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement ont permis de porter à une plus grande échelle les activités menées dans les sept pays visés par le programme commun pour l'émancipation économique des femmes en milieu rural, mis en œuvre par les trois institutions en collaboration avec ONU-Femmes.
38. La politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020) a été élaborée à l'issue d'un processus consultatif ouvert auquel ont participé, dans le cadre du groupe de référence externe, des spécialistes de ces questions travaillant à la FAO et au FIDA. Des agents des trois institutions ont pris part à des séminaires en ligne et formulé des observations d'ordre technique sur les différentes versions du projet de politique.
39. Comme les années précédentes, les trois organismes ont procédé à l'examen annuel par les pairs de leurs rapports respectifs sur le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies. Reconnus comme constituant une bonne pratique du système des Nations Unies, ces examens par les pairs permettent l'échange d'observations et de suggestions visant à améliorer la qualité des résultats obtenus par les différentes institutions.

SENSIBILISATION ET COMMUNICATION

Plaidoyer en faveur de l'objectif Faim zéro

⇒ *Manifestations mondiales*

40. Le 7 juin 2015, au cours d'une manifestation spéciale organisée pendant la trente-neuvième session de la Conférence de la FAO, le Directeur général de la FAO et la Directrice exécutive du PAM ont salué les progrès exceptionnels réalisés par les pays dans la lutte contre la faim, au regard de l'accomplissement de l'ODM 1 et des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) à l'horizon 2015. Plus précisément, 72 pays ont atteint l'ODM 1, réduisant de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim, et 29 pays l'objectif du SMA consistant à réduire de moitié le nombre absolu de personnes sous-alimentées.

⇒ *Exemples au niveau des pays*

41. La FAO et le PAM ont continué d'apporter leur appui à l'élaboration de plans nationaux se rapportant au Défi Faim zéro dans les pays d'Asie. Au Cambodge, le plan d'action qu'ils ont mis au point vise à établir une plateforme institutionnelle pour la conception, l'exécution et la coordination des mesures prises en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, afin d'assurer au niveau national un impact durable maximal en termes de sécurité alimentaire, de réduction de la pauvreté et de développement rural. Des stratégies communes sont également en cours d'élaboration en Inde et à Sri Lanka.

⇒ *Expo 2015*

42. L'exposition universelle Expo Milano 2015 (1^{er} mai–31 octobre 2015, Milan, Italie) a pour thème "Nourrir la planète, Énergie pour la vie". Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a chargé les organismes sis à Rome d'être les chefs de file de la participation du système des Nations Unies à cette manifestation. L'ONU ne dispose pas de son propre pavillon, mais elle assure une "présence horizontale" qui se concrétise par des contenus et des activités déployés tout le long de l'aire d'exposition et signalés par 18 installations sous forme de grandes cuillères bleues, marquant ainsi un parcours appelé "Itinéraire ONU". Ces installations proposent aux visiteurs des infographies, des vidéos, des affiches, des cartes et des reportages en images illustrant l'action menée en lien avec le Défi Faim zéro, le thème transversal de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes, ainsi que les grands thèmes de l'Expo.

⇒ *Journée mondiale de l'alimentation et Année internationale de l'agriculture familiale*

43. Lors des manifestations organisées pour célébrer la Journée mondiale de l'alimentation, les organismes sis à Rome se sont unis pour prôner la reconnaissance du rôle central que joue l'agriculture familiale dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

44. Ils ont travaillé ensemble à la mise en place de la plateforme de connaissances sur l'agriculture familiale, placée sous la houlette de la FAO, qui a été lancée en juin 2015 pour fournir un cadre d'informations de référence au niveau mondial sur l'agriculture familiale, aider les autorités compétentes et les autres parties prenantes à s'acquitter plus efficacement de leur mandat, et éclairer la prise de décisions sur les politiques en faveur de l'agriculture familiale. Cette plateforme, qui rassemble des informations numérisées provenant du monde entier, donne accès à des statistiques actualisées, à des publications, à des études de cas et à

des informations sur les programmes publics, la législation nationale et régionale, les pratiques optimales et les initiatives en cours concernant l'agriculture familiale.

⇒ *Manifestation spéciale du CSA*

45. Le 16 octobre 2014, lors de la célébration annuelle de la Journée mondiale de l'alimentation, le Directeur général de la FAO, la Directrice exécutive du PAM et le Vice-Président du FIDA, aux côtés de la Reine Maxima des Pays-Bas et de M. John Kufuor, ancien Président du Ghana, ont salué la contribution des petits paysans à la lutte contre la faim et la malnutrition. Les intervenants ont plaidé en faveur d'une nouvelle vision, durable et viable, des exploitations agricoles familiales – comportant pour toutes les parties concernées la nécessité de s'attaquer au problème des inégalités entre les sexes – et ont appelé l'attention sur le fait qu'il fallait trouver des solutions innovantes, comme le programme Achats au service du progrès du PAM.

⇒ *Manifestations au niveau régional et dans les pays*

46. Les institutions ayant leur siège à Rome, ONU-Femmes, l'Union africaine, le Gouvernement kényan et un certain nombre d'organismes publics et privés ont organisé conjointement à Nairobi, du 15 au 17 octobre 2014, une foire aux connaissances régionale sur le thème "Inspirer le changement en agriculture: les technologies des femmes rurales pour améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture familiale productive". Cette manifestation a offert aux petits exploitants agricoles venus d'Afrique australe et d'Afrique de l'Est l'occasion de présenter leurs technologies agricoles, d'établir des contacts avec des innovateurs, des entrepreneurs, des représentants du secteur financier et des décideurs, et de faire part de leurs problèmes et de leurs idées. La foire, qui a réuni 400 participants de 14 pays, a été la première manifestation de ce type à mettre en lumière les possibilités d'investissement dans les technologies utilisées par les femmes en milieu rural.

47. En Équateur, la FAO et le PAM ont organisé une manifestation cycliste, qui s'est tenue le 19 octobre 2014, à l'occasion de la Journée de la femme rurale et de la Journée mondiale de l'alimentation; l'objectif était de diffuser du matériel de sensibilisation et de promotion sur les réalités auxquelles les femmes rurales doivent faire face dans ce pays. Toujours dans le cadre de la Journée mondiale de l'alimentation 2014, les bureaux de Bruxelles, Genève et New York des deux institutions ont organisé des manifestations visant à souligner l'importance de l'agriculture familiale.

COLLABORATION ADMINISTRATIVE ET AUTRE

Ressources humaines

48. Le 24 novembre 2014, les directeurs des ressources humaines de la FAO et du PAM ont signé un accord concernant les services de sécurité sociale fournis par la FAO au personnel des services généraux du PAM au Siège et au niveau international, ainsi qu'au personnel de terrain recruté localement, qui relèvent depuis le 1^{er} juillet 2014 du cadre réglementaire de la FAO. Les services concernés sont l'assurance-maladie, l'assurance-vie, la caisse des pensions, le plan d'indemnisation et les services connexes.

49. En décembre 2014, les bureaux chargés de l'audit interne des trois institutions ont lancé conjointement un appel aux fins de l'établissement d'un fichier de vérificateurs internes commun. La gestion de ce processus, dont les coûts ont été partagés, a été assurée par le biais du système de recrutement informatisé du PAM.

Locaux à usage de bureaux communs

50. En 2014, le PAM a partagé ses locaux avec la FAO et/ou le FIDA, ou utilisé des bureaux en commun avec ceux-ci, dans 18 pays. Il s'agissait de bureaux de pays (Gambie, Inde, Mozambique, Népal, Niger, République dominicaine, Sri Lanka et Zambie), de bureaux auxiliaires (Bangladesh, Kenya, Libéria, République démocratique du Congo et Zimbabwe) et des bureaux de Beijing, Johannesburg, Londres, Washington et Yokohama.

Services financiers

51. Les départements de la trésorerie des trois organismes sis à Rome travaillent en collaboration en participant chacun aux travaux du comité des placements des deux autres institutions, afin de mettre en commun les connaissances et les meilleures pratiques; en procédant conjointement à l'achat de services financiers pour i) la banque dépositaire, ii) les études de la gestion actif-passif, iii) les évaluations actuarielles, et iv) les mandats pour titres à revenu fixe; et en fournissant un appui aux opérations de terrain moyennant des transferts de fonds et des opérations de change. Les avantages de cette coopération sont d'ordre à la fois quantitatif, grâce à la réduction des honoraires, et qualitatif, grâce à l'utilisation de pratiques optimales et à une meilleure gestion des risques.

Processus de gouvernance facilités

52. En 2014, les institutions sises à Rome ont travaillé en collaboration pour faciliter les processus de gouvernance et pouvoir ainsi mieux être au service de leurs clients communs, à savoir les représentations permanentes. Parmi les activités importantes menées à bien en 2014 figurent la coordination du calendrier des réunions officielles et informelles des trois organismes; la coordination des services d'interprétation et de prestataires extérieurs pour la traduction des documents; l'amélioration en continu du portail terminologique commun; le partage des données d'expérience concernant les nouveaux modes de gouvernance, les systèmes et les technologies; et la mise en commun des installations de conférence, en particulier dans le cadre des travaux de rénovation en cours au PAM. La collaboration établie avec les autres organismes est l'un des facteurs qui ont permis au PAM de réduire d'environ 100 000 dollars, en 2014, le coût global des services de gouvernance fournis à ses membres.

Évaluation

53. Depuis juin 2014, les bureaux de l'évaluation de trois institutions sises à Rome ont organisé plusieurs manifestations d'apprentissage interorganisations. Les formations organisées ont notamment été les suivantes: i) l'analyse de la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les évaluations relatives à l'agriculture et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FAO, FIDA, PAM et Consortium des centres internationaux de recherche agronomique [CGIAR]); ii) l'évaluation de l'action humanitaire (FAO et PAM); et iii) une nouvelle méthode d'évaluation de la complexité: la "récolte des résultats" (*outcome harvesting*) (FAO et FIDA). Ces formations communes ont été organisées pour donner suite à la déclaration relative au renforcement de la collaboration en matière d'évaluation qui a été signée en 2013 par les bureaux de l'évaluation des trois institutions et par le CGIAR.

Contrôle

54. Suite à la sixième réunion annuelle des responsables de leurs fonctions de contrôle, qui s'est tenue en juin 2015, les organismes sis à Rome ont recensé un certain nombre de nouveaux moyens de renforcer la coordination en matière d'audit et d'enquête et d'améliorer l'échange de bonnes pratiques dans ce domaine. En particulier, ils ont évoqué la possibilité

d'utiliser un fichier commun de consultants pour l'audit et ont fait part de l'expérience acquise en matière d'examen d'intégrité préventifs.

**Encadré 3: Enseignements tirés de l'audit des activités
de l'équipe chargée des achats communs**

Les bureaux de l'audit interne des trois institutions sises à Rome ont procédé ensemble à la vérification des activités de l'équipe chargée des achats communs, centrée sur les processus d'achat relatifs aux produits non alimentaires et aux services. Cet audit a été effectué conformément aux Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne. Les conclusions finales ont été partiellement satisfaisantes. L'audit a permis de constater qu'il fallait que les organismes concernés conviennent d'un modèle de présentation du rapport avant de procéder à un audit conjoint.

PROCHAINES ÉTAPES

Maintenir le soutien apporté aux grandes initiatives mondiales en vue d'atteindre l'objectif Faim zéro

55. Pour relever le Défi Faim zéro, les organismes ayant leur siège à Rome continueront d'apporter leur soutien aux grandes initiatives mondiales de lutte contre la faim et la malnutrition, en particulier le programme de développement pour l'après-2015, le CSA, la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable, la CCNUCC et le Sommet mondial sur l'action humanitaire. Le Cadre pour la sécurité alimentaire et la nutrition défini par le G20 leur offre une occasion supplémentaire de travailler de concert dans le cadre du processus menant au Sommet de Hangzhou (2016).
56. Les institutions sises à Rome apporteront aussi leur contribution technique à la mise au point des indicateurs relatifs aux ODD lors de la prochaine session de la Commission de statistique de l'ONU, qui se tiendra en mars 2016. En collaboration avec le CGIAR, les bureaux de l'évaluation des trois institutions organiseront un séminaire technique au siège du FIDA, à Rome, les 17 et 18 novembre 2015, afin de promouvoir une vision commune des modalités d'évaluation de l'ODD 2 et de recenser les mesures à prendre pour faciliter cette évaluation.
57. En 2015, les trois organismes poursuivront leurs initiatives communes de sensibilisation et de communication. Une manifestation de haut niveau intitulée "Mobiliser la Génération Faim zéro" est prévue en septembre 2015 en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. Elle permettra de renouveler l'engagement pris en faveur du Défi Faim zéro. À l'Expo Milano, ils organiseront, sous la houlette de la FAO, les manifestations marquant la Journée mondiale de l'alimentation, dont le thème est: "Protection sociale et agriculture – briser le cercle vicieux de la pauvreté en milieu rural".

Intensifier la coordination opérationnelle

⇒ *Renforcement de la collaboration aux niveaux national et régional*

58. L'intensification du dialogue entre le personnel des bureaux de pays et des bureaux régionaux du PAM et ses homologues de la FAO et du FIDA vise à renforcer le travail en partenariat en tirant parti des similitudes et des différences entre les trois organismes afin de parvenir à accroître l'impact des interventions sur l'existence des populations au service desquelles ils œuvrent. Le PAM continuera d'apporter son appui au renforcement de la collaboration interinstitutions, compte tenu des pratiques optimales et des enseignements tirés de l'expérience.

⇒ *Mise en application du cadre des institutions sises à Rome concernant la résilience*

59. Afin d'assurer le passage d'un cadre conceptuel à un cadre opérationnel, des études de cas seront effectuées au Guatemala, au Kenya et au Niger en vue de recenser les possibilités de renforcer la collaboration – bilatérale ou trilatérale – dans le domaine de la résilience. Elles seront présentées lors d'une manifestation spéciale sur la résilience qui sera organisée par les trois institutions en marge de la quarante-deuxième session du CSA. L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires a contribué à l'examen par les pairs des études de cas réalisées et participera à leur présentation et à l'examen correspondant.

⇒ *Recueil des pratiques optimales des trois institutions concernant les Achats au service du progrès*

60. Suite à la cartographie des zones d'intervention de chaque organisme et des thèmes traités dans les pays pilotes de l'initiative Achats au service du progrès, quatre pays (Burkina Faso, Guatemala, Rwanda et Zambie), où la FAO et le FIDA participent déjà aux activités Achats au service du progrès du PAM, ont été retenus pour faire l'objet d'une étude plus approfondie; celle-ci permettra de recueillir des informations sur les meilleures pratiques et de recenser les possibilités à saisir ainsi que les synergies et stratégies potentielles pour de futures initiatives dans ces pays comme ailleurs.

⇒ *Partage de l'expérience acquise en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire*

61. Depuis novembre 2014, les équipes techniques des trois institutions chargées de la coopération Sud-Sud se réunissent régulièrement afin d'étudier les complémentarités s'agissant de l'engagement au niveau des pays; de renforcer la collaboration opérationnelle, notamment en misant sur le déploiement de spécialistes sur le terrain; d'analyser les possibilités de collaboration en vue de l'établissement de plateformes de gestion des connaissances; et de collaborer à l'organisation des prochaines manifestations et d'en faire conjointement la promotion. D'autres possibilités de coopération sont à l'étude, suite à l'approbation en mai 2015 de la politique du PAM en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

⇒ *Préparation aux situations d'urgence*

62. En 2015, le PAM a renouvelé la collaboration établie avec la FAO pour ce qui est d'assurer la continuité des opérations. Cette entente sera officialisée par la signature d'un mémorandum d'accord pour la fourniture d'un soutien mutuel en cas de crise. Le Centre des opérations du PAM et le Centre de gestion des crises de la FAO ont déjà des arrangements réciproques visant à assurer la disponibilité d'un autre site au cas où les installations de l'une des institutions seraient indisponibles ou inutilisables. Le mémorandum d'accord devrait être étendu afin d'inclure les responsables de haut niveau et le personnel nécessaires au maintien des processus opératoires essentiels. Le FIDA est invité à y participer.

COLLABORATION DU PAM AVEC LES AUTRES ORGANISMES AYANT LEUR SIÈGE À ROME: MISE À JOUR STATISTIQUE (2014)¹

63. Conformément au cadre de collaboration entre les institutions sises à Rome, des données ont été recueillies sur les aspects suivants: i) aide à la formulation des politiques, connaissances et suivi; ii) opérations; iii) sensibilisation et communication; et iv) collaboration administrative. Au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport (1^{er} janvier-31 décembre 2014), 322 activités ont été menées en collaboration dans 75 pays, dont 32 pour cent au niveau du Siège, 5 pour cent au niveau des bureaux du PAM et 62 pour cent aux niveaux régional et national.

64. Comme indiqué au tableau 1, la collaboration entre la FAO et le PAM représente 62 pour cent des activités recensées en 2014. La FAO et le PAM entretiennent une collaboration solide dans les domaines des interventions d'urgence et du rétablissement des moyens d'existence.

TABLEAU 1: COLLABORATION, PAR LIEU D'INTERVENTION					
	Nombre	%	FAO/PAM	FIDA/PAM	FAO/FIDA/PAM
Siège	105	32,61	38	6	61
Bureaux du PAM*	17	5,28	6	1	10
Bureaux régionaux et bureaux de pays	200	62,1	155	11	34
TOTAL	322		199	18	105

* Addis-Abeba, Bruxelles, Genève, Londres, New York, Tokyo et Washington.

65. La collaboration entre le FIDA et le PAM représente 6 pour cent de l'ensemble. Par rapport à 2013, elle a été étendue du Siège aux opérations menées aux niveaux régional et national.

¹ Données recueillies au moyen des applications de télécommunication du PAM et à l'aide de l'outil de suivi et d'évaluation des bureaux de pays, et extraites de la base de données sur la collaboration entre les institutions sises à Rome.

66. La collaboration entre les trois institutions représente 33 pour cent des activités recensées et porte aussi bien sur les opérations aux niveaux régional et national que sur la communication et la sensibilisation, la concertation sur les politiques et l'administration.

Figure 1: Collaboration entre les institutions sises à Rome, par organisme

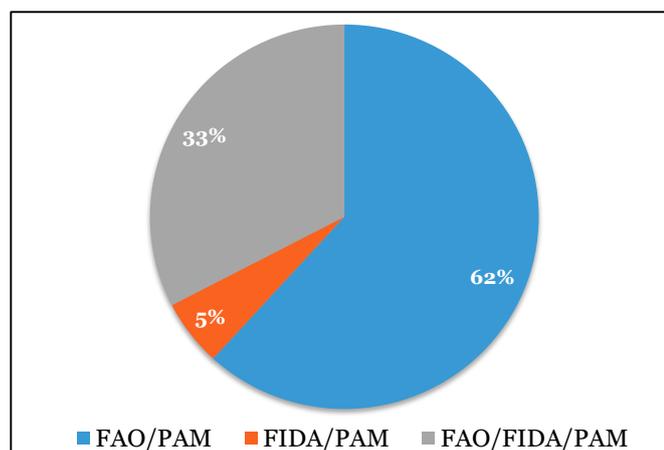
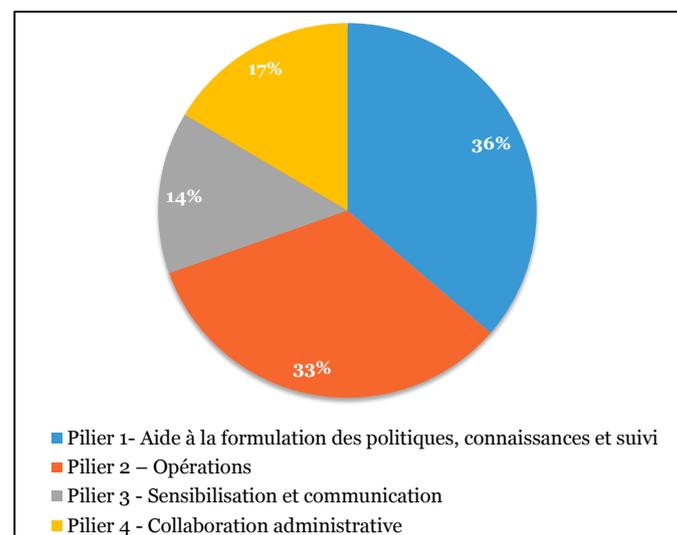


Figure 2: Collaboration entre les institutions sises à Rome, par pilier



67. Les tableaux 2 et 3 indiquent respectivement le nombre de projets et de pays ayant bénéficié d'une collaboration entre les institutions sises à Rome en 2014. Comme on peut le constater, le nombre total des activités menées en collaboration avec le FIDA, y compris celles auxquelles participent les trois institutions, a augmenté.

TABLEAU 2: NOMBRE DE PROJETS AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE COLLABORATION OPÉRATIONNELLE ENTRE LES INSTITUTIONS SISES À ROME

	2011	2012	2013	2014
FAO/PAM	86	105	108	106
FIDA/PAM	12	11	18	24
FAO/FIDA/PAM	6	11	16	21

TABLEAU 3: NOMBRE DE PAYS AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE COLLABORATION OPÉRATIONNELLE ENTRE LES INSTITUTIONS SISES À ROME

	2011	2012	2013	2014
FAO/PAM	50	58	58	63
FIDA/PAM	10	10	14	18
FAO/FIDA/PAM	5	10	13	18

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CGIAR	Consortium des centres internationaux de recherche agronomique
CIN2	deuxième Conférence internationale sur la nutrition
COP	Conférence des Parties à la CCNUCC
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
ODD	objectif de développement durable
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations Unies
PAA Afrique	Acheter aux Africains pour l'Afrique
P4P	Achats au service du progrès
REACH	Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants
SMA	Sommet mondial de l'alimentation
SUN	mouvement Renforcer la nutrition